

Décélération générale !
Bernard Legros
La Décroissance, octobre 2011

Alors que les médias dominants nous abreuvent surtout de géopolitique, la *chronopolitique*, ou la politique du temps, modèle profondément la société, toutefois sans grand bruit médiatique. Dans un remarquable essai¹, le sociologue Hartmut Rosa revitalise la théorie critique de l'École de Francfort, cette fois sous l'angle du temps, un objet sociologique jusqu'alors plutôt négligé par ses pairs. Depuis les débuts de la modernité, la dimension du temps s'est progressivement émancipée vis-à-vis de celle de l'espace, tout d'abord grâce à l'invention et à la diffusion de l'horloge mécanique. Les cochers furent touchés les premiers, mais c'est avec l'apparition du chemin de fer que l'accélération générale de la société commence. Les transports au pétrole (automobiles, avions, bateaux) lui emboîtent le pas, ainsi que les premières technologies de la communication (télégraphe, téléphone, télévision), suivies, à partir des années '80, par la télématique. Au début des années '90, Internet parachèvera la tyrannie du *temps réel*. Nous en sommes là aujourd'hui, et les zélés de la convergence NBIC² nous promettent d'autres « divines » surprises... Industrialisme, urbanisation puis mondialisation sont les phénomènes qui nous ont totalement asservis au temps artificiel de l'horloge. Conséquemment, notre *temps vécu* en souffre. Depuis deux siècles, le capitalisme a exploité de concert l'espace et le temps, à commencer par le temps de travail. La durée annuelle de travail a, certes, tendance à décroître dans les pays riches depuis quelques décennies (sauf aux États-Unis et au Japon), mais elle le fait au profit d'un autre temps devenu une nécessité économique, celui consacré à la consommation, qui, lui, a augmenté. Globalement, les servitudes imposées par l'économie de marché (travail salarié, loisirs tarifés, vie nocturne raccourcissant les périodes de sommeil, etc.) ajoutées à la production de la vie quotidienne (ménage, repas, éducation des enfants, etc.) sont de plus en plus chronophages, tout un chacun, dans les pays industrialisés, pouvant expérimenter cette « fuite du temps » paradoxale : alors que les technologies de plus en plus raffinées de planification et d'organisation du temps nous permettent d'économiser de plus en plus de temps, moins nous avons le sentiment d'en « avoir » pour soi, plus nous courons pour le « rattraper ». Cette accélération de la modernité est à la fois intentionnelle quand elle prend la forme de l'innovation technologique, et non intentionnelle dans ses conséquences sociales – transformations permanentes et élévation du rythme de vie³. Une « idéologie du présent » (Marc Augé, 2011) ou un « présentisme » (Stéphen Kerckhove, 2010) se sont substitués aux traditionnelles capacités de l'être humain de tirer les leçons du passé et de se projeter dans l'avenir. L'incessante circulation planétaire d'une orgie d'images et de messages en temps réel conforte cette idéologie. Comment y résister ? Chez les

objecteurs de croissance, on aime la lenteur, on cherche à se réapproprié individuellement le temps long, avant tout en réduisant son temps de travail, mais aussi en faisant la sieste, en contemplant la voûte céleste un soir d'été, en faisant durer un repas convivial jusqu'à l'extinction de la dernière chandelle, en s'aimant tout en respectant les biorythmes de l'autre, en cheminant à pied, en vélo ou à cheval, etc. Le mouvement *slow* (*food, cities, education, sex, etc.*), lancé par Carlo Petrini en Italie, est une de ces alternatives que les objecteurs de croissance font leur. Autre idée émise par les penseurs Dany-Robert Dufour, Jean-Pierre Dupuy ou encore Michel Weber : créer un nouveau (*grand*) *récit* pour réinscrire la société dans la durée, réintroduire des finalités dans notre histoire et lui redonner du sens.

Aucune activité humaine, aucune institution n'échappe à l'usage du temps. Peu après la rentrée scolaire, prenons le cas de l'enseignement. Michel Foucault affirmait que le temps représente l'instrument par excellence de la « société disciplinaire ». C'est ainsi qu'objectivement l'économie temporelle d'une école reste toujours découpée en périodes de cours et de récréations. Mais, subjectivement, le rapport au temps des élèves – et donc, au final, le rapport à soi – a changé. En classe, les enseignants peuvent constater les phénomènes suivants : les adolescents ont de la peine à se concentrer plus de quelques minutes d'affilée sur une question donnée, ils « zappent » ; déduire les idées les unes des autres leur paraît trop fastidieux, ils « sautent » la démonstration pour en arriver immédiatement à la conclusion ; leur corps a épousé le rythme de la machine, que ce soit via leurs prothèses exosomatiques (téléphones portables, baladeurs numériques) ou via l'esthétique de la techno⁴ dans laquelle ils baignent ; certains font preuve d'une faculté nouvelle, la polychronicité, aptitude à traiter simultanément plusieurs sources d'information et à mener de front plusieurs activités ; cela, ils le maîtrisent mieux que leurs aînés, d'où le sentiment chez les enseignants d'un certain âge d'être « largués ». Jusqu'il y a peu, la génération plus âgée possédait des connaissances dont la suivante avait manifestement besoin, mais, comme l'écrit Rosa, « *jeunes et vieux vivent de plus en plus dans des mondes isolés, pas seulement parce qu'ils utilisent des médias de communication différents, mais parce qu'ils jouent à des jeux différents, fréquentent des lieux publics différents, suivent des programmes télévisés et d'information différents, lisent des journaux différents, écoutent des styles de musique différents et dans des conditions différentes, ne portent pas les mêmes vêtements, qui proviennent d'ailleurs de magasins spécifiques à telle ou telle tranche d'âge, et vont jusqu'à se nourrir différemment et à parler une langue différente.* »⁵ Les enseignants vieillissent désormais plus vite face à leurs élèves que par le passé. Dès lors, quelle place reste-t-il pour la transmission, pilier de l'acte éducatif ?

Ce bouleversement du temps dans la modernité tardive n'a pas des conséquences que sur les individus, mais aussi sur la collectivité. Beaucoup ont le sentiment que la biosphère encourt une catastrophe globale, mais personne ne connaît l'échéance temporelle. Alors chacun continue à vaquer à ses occupations, à ses intérêts ou à ses passions en refoulant le moment où il faudra bien remettre à plat son mode de vie pour simplement avoir une chance de survivre, ou pire, en s'en défaussant sur les générations suivantes. Il s'est produit une désynchronisation entre le temps de la politique et celui des écosystèmes. Jusqu'à l'aube de la modernité, l'un était accordé à l'autre, horizon d'expérience et horizon d'attente coïncidaient, la société se reproduisait sans grand chambardement d'une génération à l'autre. Le temps de la nature était vu comme cyclique et plus long que celui de la société. Il semblerait que la situation se soit inversée depuis la « découverte » des menaces écologiques : les dérèglements climatiques et l'effondrement de la biodiversité s'emballent, accélèrent, alors que les réponses politiques qui s'imposeraient (relocalisation, rationnement, réduction des inégalités, abolition des paradis fiscaux, etc.) sont désespérément lentes – voir l'enterrement de la « taxe carbone » par le gouvernement de François Fillon –, pour ne pas dire inexistantes. L'urgence, c'est d'agir vite contre un processus dont nous sommes responsables, mais qui nous a échappé (provisoirement, espère-t-on), gagner la course contre la montre, mais sans garantie de succès, et néanmoins essayer de rester optimiste... Notre rapport au temps est donc devenu extraordinairement complexe, tombant dans l'aporie – une nouvelle aporie, et peut-être la dernière, de la modernité, disponible en deux versions. 1. Le principe général : à l'échelle politique, nous n'avons malheureusement plus le temps de prendre notre temps, car nous devons enrayer rapidement la mégamachine en accélérant le déroulement des décisions salvatrices, sans sacrifier la démocratie au passage. 2. Comme en l'An 01, on arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste. Dans plusieurs domaines, on remet les compteurs à zéro, mais la tâche paraît socialement insurmontable. Prenons l'exemple des voyages et des déplacements. Dans une démocratie de marché, tout le monde estime avoir une bonne raison – et le droit – de continuer à voyager souvent, vite, loin et bon marché : les jeunes parce qu'ils veulent profiter de leur énergie et de leur soif de découvrir le monde, et ce avant qu'il ne soit trop tard, décomposition économique et pic du pétrole aidant (pour les plus lucides) ; les 30-55 ans, parce qu'ils veulent compenser le stress de leurs conditions de travail par la décompression vacancière, si possible exotique, pendant vingt-quatre petits jours par an ; les retraités, parce qu'ils veulent profiter de la dernière partie de leur vie pour vivre leurs rêves encore inaccomplis de consommation du monde. À ce jeu, (presque) personne n'est prêt à sacrifier ses envies et son plaisir pour la collectivité. Quel pouvoir politique démocratique pourrait imposer de repartir sur de nouvelles bases ? Aurait le courage de clamer que la sagesse des nations

s'exprimant par les formules « Il faut que jeunesse se fasse » ou « Les voyages forment la jeunesse », devient obsolète ? Ou bien pourrait prescrire à ces formules un autre contenu, cette fois écologiquement compatible et socialement égalitaire ? Ou encore faudrait-il attendre (trop) longtemps une (hypothétique) métamorphose culturelle ?

Certes, les individus comme les sociétés ne peuvent trouver de solution définitive à leur relation au temps. Mais la priorité, actuellement, ne serait-elle pas à la réflexion sur notre maîtrise du temps, préalable à la reconstruction de notre système politique et philosophique ? Le cas échéant, cela prend du temps de réfléchir sur le temps. Pour en « retrouver », attelons-nous donc à décélérer... d'urgence !

NOTES

1. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010.
2. La convergence de la Nanoscience, de la Biologie, des sciences de l'Information et de la Cognition nous annonce un monde-machine auquel la nature humaine sera inadaptée. Il faudra donc changer celle-ci, nous disent les techno-gourous.
3. Élévation du rythme de vie que H. Rosa définit comme « l'augmentation du nombre d'épisodes d'expériences et d'actions par unité de temps ».
4. Voir Pièces et Main d'œuvre, *Techno. Le son de la technopole*, L'Échappée, 2011, ainsi que le dossier de Cédric Biagini dans le précédent numéro.
5. Hartmut Rosa, *op. cit.*, p 145.